

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Cisjordanie

Solidarité avec les prisonniers palestiniens

Plusieurs localités de Cisjordanie ont connu mardi des manifestations de lycéens, qui ont exprimé leur soutien aux grévistes de la faim palestiniens incarcérés dans les prisons sionistes.

Lundi, 200 détenus de la prison de Ramallah avaient entamé une grève de la faim par solidarité avec les prisonniers d'Achkelon, qui avaient entrepris un mouvement similaire.

A Ramallah, les forces de l'ordre ont dispersé les manifestants avec des gaz lacrymogènes. Des barricades ont été érigées dans la rue principale de cette localité. Les étudiantes du lycée de jeunes filles ont de leur côté envoyé une lettre de protestation au gouvernement militaire sioniste, dans laquelle elles expriment leur solidarité avec les grévistes de la faim.

A Djenin, les lycéens ont manifesté et lapidé des voitures israéliennes, et à Naplouse, 63 élèves, arrêtés la semaine dernière au cours de manifestations, ont été condamnés à des amendes.

Aux Editions Vaillant, le PCF licencie et sa milice patronale intervient

MARCHAIS COMME AMAURY !

Lundi soir, des journalistes licenciés par le PCF, patron des Editions Vaillant, occupent les locaux du journal. Dans la nuit, une trentaine de nervis, dont certains armés de barres de fer, envahissent le journal, en chassant les journalistes qui défendent leurs droits...



Lundi soir, les journalistes occupent les locaux des Editions Vaillant. Dans quelques heures, des hommes de main interviendront contre eux.
Photo Alain Keller. Agence Sygma.

• Espagne

LES MANIFESTATIONS SE DEVELOPPENT AU PAYS BASQUE

Quelques jours après l'octroi par le gouvernement d'une mesure — relative — d'amnistie, de nombreuses manifestations continuent de se dérouler au pays basque.

Un jeune homme de 20 ans, victime d'une balle de caoutchouc tirée samedi par la police, est mort lundi des suites de ses blessures, à Saint-Sébastien. Un ouvrier a été blessé par «balles réelles» de la Garde civile, dimanche soir, dans la banlieue de cette ville qui a été paralysée par une grève générale durant toute la journée du lundi.

Dimanche également, les championnats d'Europe d'athlétisme, qui se déroulaient dans une salle de la ville, ont été perturbés par près de 5 000 manifestants basques agitant des drapeaux nationaux, qui sont descendus sur le stade.

En début de soirée, la police, tirant balle de caoutchouc et grenades lacrymogènes, s'attaquait avec une rare violence à une manifestation regroupant plusieurs milliers de personnes dans les rues du centre. Les manifestants scandaient des slogans réclamant l'autonomie du pays basque et une réelle amnistie générale. Pour l'instant, le gouvernement Suarez — qui ne reconnaît que l'existence d'environ 200 prisonniers politiques — refuse cette amnistie à tous les militants révolutionnaires «qui auraient tenté d'attenter à l'intégrité physique des personnes».

Les Editions Vaillant, vous connaissez ? C'est «Pif le chien», mais pas seulement. C'est un petit empire de presse contrôlé par le PCF.

Et tandis que la CGT fait du tapage pour le rapatriement des travaux de presse effectués à l'étranger, les Editions Vaillant, quant à elles, font imprimer en Belgique et dans les pays de l'Est.

Dans la profession du journalisme, les Editions Vaillant ont une solide réputation d'exploiteur sans scrupules. D'ailleurs, la CFDT leur a intenté plusieurs procès pour non respect des droits des journalistes pigistes. Cette réputation vient une fois de plus de se trouver largement confirmée.

(suite p.4)

(suite p.2)

Editorial

L'Italie est proche

Les événements qui se déroulent actuellement en Italie ont occupé les premières pages de la presse française et ont suscité une belle unanimité : depuis «le Nouveau journal», organe de la Bourse, jusqu'à «rouge» en passant par «l'Humanité», «Le Figaro» et «Le Monde».

Tout ce monde s'en prend avec un bel ensemble «aux violences gauchistes» et ne cache pas son inquiétude devant le développement des luttes anticapitalistes de la jeunesse italienne.

C'est que ces gens-là ont parfaitement conscience que ce qui se déroule aujourd'hui en Italie ne sera pas sans conséquence sur la situation en France et que des leçons seront à en tirer.

Que se passe-t-il donc en Italie ?

La bourgeoisie italienne misait sur l'appui du PCI au gouvernement Andreotti pour réussir à imposer aux masses populaires une politique de chômage et de privations. Et voilà que la jeunesse étudiante se dresse contre cette politique, contre le chômage notamment. Elle voit alors face à elle une vaste coalition réactionnaire : les fascistes qui se livrent à des agressions, le gouvernement qui lâche sa police, les dirigeants du PCI qui emploient tour à tour la calomnie, la violence, et la démagogie pour tenter de casser le mouvement.

De plus en plus, la jeunesse italienne prend conscience du vrai visage du parti révisionniste : un parti

bourgeois ; un parti social-fasciste en dépit de ses grandes proclamations «démocratiques». Ce parti et sa politique, elle les dénonce avec force.

La bourgeoisie emploie alors les grands moyens : la répression se déchaîne, la police reçoit la consigne d'ouvrir le feu, un étudiant est tué. Et pendant ce temps les partis bourgeois se serrent les coudes : Démocratie-chrétienne et révisionnistes manifestent ensemble contre le mouvement étudiant.

Le PCI parle de «complot» pour tenter de discréditer les étudiants en lutte tandis que lui-même s'entend comme larron en foire avec le ministre de l'Intérieur. Nous en sommes là aujourd'hui.

Autant de faits qui renforceront de larges secteurs de la bourgeoisie française dans leur conviction que décidément, face au mouvement de masse les révisionnistes sont irremplaçables. Ce dont Mitterrand est convaincu depuis longtemps.

Des faits qui feront également avancer la conscience anti-révisionniste.

Les événements d'Italie nous montrent entre autres choses que face au mouvement de masse les partis bourgeois savent reconnaître leurs intérêts communs. Ils nous montrent également qu'en dépit de toutes les apparences «démocratiques» et «libérales» qu'il cherche à se donner, le révisionnisme a toujours la même nature : le social-fascisme.

SAMEDI 19 MARS

10 h : place de la Bastille

**MANIFESTATION
DE COMMEMORATION**

**DE LA COMMUNE
DE PARIS**

14 h : salle de la Mutualité

MEETING

**NI PLAN BARRE
NI PROGRAMME
COMMUN !**

Comité antirépression de Lorient pour la libération de Jean-Charles Denis

A la veille de l'ouverture en cour de sûreté de l'État du procès de militants bretons (arrêtés en octobre 1975), dont Jean-Charles Denis emprisonné depuis 18 mois sans preuve. Le comité antirépression de Lorient appelle à une réunion de coordination le MERCREDI 16 MARS à 20 H 30 CITE ALLENDE-LORIENT. L'objectif principal : créer un rapport de force important pour la libération immédiate de JC Denis, la levée des inculpations et la dissolution de la cour de sûreté de l'État.

Ce procès se tiendra très certainement à partir du 21 mars.

Correspondant HR local.

• Naussac

Deux paysans menacés

de retrait de permis de conduire

Deux agriculteurs de la région de Naussac en Lozère ont été convoqués devant la commission de retrait du permis de conduire pour «infraction aux dispositions du code de la route».

On leur reproche d'avoir avec leur tracteur bloqué un chemin emprunté par les véhicules de transport de la Somival chargé des travaux du barrage ; cela pendant une demi-journée.

On peut noter au passage l'arbitraire

total d'une telle convocation, dans la mesure où la conduite d'un tracteur agricole est tout à fait indépendante du permis de conduire de voiture tourisme ou autre.

Il s'agit donc ni plus ni moins de pressions scandaleuses de l'administration d'État sur les paysans qui de plus en plus nombreux dans ce département, se mobilisent pour faire échouer ce projet de barrage inondant la vallée de Naussac.

Pour la manifestation et le meeting organisés par «L'Humanité rouge» samedi 19 mars, au Mur des Fédérés et à la Mutualité, des bandeaux sont disponibles à l'administration dès maintenant.

Par ailleurs, une crèche sera assurée le même jour, de 9 H 30 à 18 heures pour les enfants de plus de 3 ans de préférence (pour les plus petits, seulement si vous n'avez pas trouvé d'autre solution).

L'Humanité Rouge

quotidien révolutionnaire des travailleurs
4 pages sur l'essentiel dans les kiosques

1 F

• British Leyland Grande-Bretagne

Les grévistes réagissent à l'ultimatum de la direction

Les outilleurs de «British Leyland» ont réagi à l'ultimatum de la direction de la firme en demandant aux ouvriers hautement qualifiés travaillant dans le secteur automobile de se solidariser avec leur mouvement.

M. Roy Fraser, porte-parole des 3 000 grévistes, a indiqué que les ouvriers spécialisés de la firme «Ford» s'étaient d'ores et déjà engagés à apporter leur soutien «moral et financier» aux outilleurs de «British Leyland».

Les grévistes, a souligné M. Fraser, sont toujours fermement résolus à ne pas céder au «chantage» de la direction, dont l'attitude coercitive a provoqué «une très grave situation pour l'ensemble de la classe ouvrière britannique».

Le porte-parole des ouvriers en grève fait ici allusion à l'ultimatum lancé par la direction patronale de «British Leyland» aux 300 grévistes. Ultimatum soutenu, il faut le souligner, par le gouvernement social-démocrate de Callaghan dans un communiqué publié mardi soir.

Le gouvernement travailliste «soutient pleinement» la menace de licenciement adressée aux 3 000 outilleurs grévistes, a déclaré le premier ministre James Callaghan à la Chambre des Communes.

La direction de la firme a menacé, mardi matin, de licencier tous les grévistes n'ayant pas repris le travail dès lundi prochain. L'ultimatum a déjà reçu l'appui des vingt syndicats représentés chez «British Leyland».

• Grèce

Plus de quatre vingt cargos attendent au Pirée, le port d'Athènes, d'être déchargés. Depuis trois semaines, une grève des dockers a peu à peu frappé de paralysie le port, un des principaux de la Méditerranée orientale.

Les dockers s'en tiennent strictement aux règlements fixant la journée de travail à six heures et refusent toute heure supplémentaire. La grève s'est aggravée à la suite de l'échec des négociations entre les syndicats de dockers et l'autorité autonome du port et elle risque de devenir totale.

Les dockers demandent des augmentations de salaires dépassant la limite fixée par la police gou-

• Espagne

LES MANIFESTATIONS SE DEVELOPPENT AU PAYS BASQUE

(Suite de la p. 1)

Mardi un nouveau mot d'ordre de grève générale, le cinquième en dix jours, était lancé dans le pays basque à l'occasion des obsèques du jeune militant assassiné. Une importante manifestation devait se dérouler à cette occasion à St-Sebastian et d'autres devaient avoir lieu dans de nombreux villages du pays basque.

Jamais la tension n'a été si vive au pays basque depuis la mort de Franco.

Au cours de la seule semaine dernière, trois militants basques ont été tués. Les manifestants réclament désormais, outre l'amnistie

générale de tous les prisonniers politiques, la démission du gouverneur civil de St-Sebastian, et la dissolution de la garde civile.

L'atmosphère reste très tendue dans tout le pays basque, et particulièrement dans la province de Guipuzcoa où on s'attend à une extension des grèves et manifestations.

De très violents incidents, prenant la forme de batailles rangées dans les rues, se sont également produites dans la nuit de lundi à mardi dans le centre

de Santa Cruz de Tenerife, aux îles Canaries.

Des dizaines d'automobiles et d'autobus municipaux ont été incendiés par des groupes de manifestants qui ont longtemps contrôlé le centre de la ville. La maison des syndicats a été incendiée ainsi que le bureau d'embauche et les meubles jetés dans la rue et incendiés à leur tour.

18 policiers ont été blessés par les pierres et boules de manifestants. Une grève ouvrière est à l'origine de ces manifestations. 25 ouvriers grévistes enfermés dans la cathédrale de la Laguna ont reçu le soutien massif de toute la population.

• Albanie

Le «Zëri i Popullit» salue la conférence afro-arabe

La 1^{re} Conférence au sommet afro-arabe, écrit le «Zëri i popullit», organe central du Parti du Travail d'Albanie, constitue un événement d'importance dans la lutte des pays afro-arabes contre leurs ennemis communs, l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, l'hégémonisme et le racisme, et pour leur permettre de réaliser leurs aspirations nationales de vivre libres et indépendants.

L'article dénonce les deux superpuissances, l'URSS et les USA, qui cherchent à piller les riches ressources en matières premières africaines et le pétrole arabe pour réaliser de fructueux profits tout en renforçant leurs pressions politiques. Toutes deux font tout leur possible pour installer dans ces régions des bases militaires, terrestres, aériennes et navales au service de leurs visées impérialistes. Elles trament et intriguent pour dresser les pays africains et arabes les uns contre les autres, au détriment de leurs peuples.

Mais, poursuit l'article, l'expérience enseigne aux peuples arabes et africains que la «protection» des supergrands met en danger leur liberté et leur indépendance. C'est une nécessité pour les pays africains et arabes de renforcer encore leur unité et leur coopération et de soutenir sans réserve les peuples palestinien, namibien, azanien et zimbabwé dans leur lutte de libération, jusqu'à la victoire finale sur le sionisme et le racisme, de lutter contre les complots de pillage et les politiques d'asservissement de l'impérialisme et du social-impérialisme.

La déclaration du Caire sur la coopération afro-arabe et les autres documents adoptés au cours de cette conférence constituent un pas positif en direction de ce noble but, conclut l'article.

avec fermeté et expulser du mouvement les "éléments activistes"» !

• Afrique australe

Le président Kenneth Kaunda, de Zambie, quittera lundi Lusaka pour Beira (Mozambique) afin de participer à un sommet extraordinaire réunissant les chefs d'État des pays africains de «première ligne».

Les cinq chefs d'État doivent étudier pendant deux jours la situation en Afrique australe et notamment le problème de la lutte armée menée par les mouvements de libération et de l'aide à apporter aux patriotes africains.

• URSS

L'agence Tass a annoncé lundi l'ouverture à Léningrad du procès de deux peintres accusés notamment d'avoir écrit des slogans antisoviétiques dans des lieux publics : Oleg Volkov, 37 ans et Youli Rybakov, 31 ans, sont accusés de «vandalisme et déprédation de la propriété de l'État entraînant de grands dommages matériels». Ils auraient écrit sur plusieurs monuments historiques de Léningrad «à l'aide de peinture résistante plusieurs slogans de voyous» dit l'acte d'accusation.

Les slogans, apparus notamment sur les murs de la forteresse Pierre et Paul réclamaient «la liberté pour les prisonniers politiques» et affirmaient que «le PC soviétique est l'ennemi du peuple».

• Italie

Quarante et une personnes ont été arrêtées à Bologne à la suite des affrontements qui ont secoué dimanche la capitale de l'Emilie. Une station de radio accusée d'avoir soutenu les manifestations étudiantes a été fermée par la police. Toutes ses installations ont été confisquées.

Voilà qui ne peut que réjouir le parti révisionniste italien qui a invité les étudiants à «dénoncer

Quand Barre fait les doux yeux à Moscou

Dans une interview qu'il a accordée au « Monde » (16-3-77), Barre expose notamment le point de vue gouvernemental sur la « détente » et les rapports avec l'URSS. D'emblée, il affirme l'intérêt que les capitalistes français portent à leurs relations économiques avec l'URSS et les pays qu'elle domine. « Ce qui me paraît important, déclare-t-il, c'est l'intérêt croissant que ces États portent au développement de leurs échanges commerciaux et de leurs relations financières avec les pays occidentaux ».

Alors que la crise capitaliste bat son plein, il exprime ainsi l'espoir des monopoles de réaliser des profits dans le commerce avec l'URSS.

C'est cet espoir qui explique la volonté de Barre de passer sous silence les préparatifs de guerre soviétiques. Comme les faits sont têtus, il déclare : « Dans le domaine militaire, un fait

paraît incontestable : le renforcement de la puissance soviétique » et aussitôt, il s'empresse d'ajouter : « Les interprétations qui en sont données varient. J'estime qu'il faut se garder de tout jugement hâtif et s'en tenir, avec calme et attention, aux seules données objectives ».

Enfin, Barre revient sur ce que Giscard a appelé la « détente idéologique ». « Nous souhaitons que l'on parvienne à une modération de la compétition idéologique » déclare-t-il. De cette « détente idéologique », Barre et le gouvernement en donnent l'exemple en se gardant bien d'indisposer Moscou. Il souhaiterait qu'en échange, celui-ci se montre moins agressif dans sa propagande.

En bref, tout cela porte un nom : une politique de conciliation, de capitulation face aux menaces de l'URSS.

Communiqué du comité de lutte français-immigrés de Marseille

Le Comité de lutte français-immigrés de Marseille organise une réunion-débat pour l'unité des travailleurs français et immigrés samedi 19 mars à 15 H, salle de la Cimade, 43 Rue d'Aix, à Marseille :

- Logement
- Travailleurs sans papiers
- Foyers Sonacotra
- Chômage
- Racisme
- Prison d'Arenc
- Témoignages et montage diapos, exposition sur la prison d'Arenc.

Viticulteurs

Un camion-citerne vidé de son contenu

Les viticulteurs du Midi ne croient pas aux promesses, ils agissent.

Lundi dernier, un groupe de viticulteurs de l'Aude a établi un barrage sur la route à Conilhac-Corbières, dans l'Aude. Au cours de l'après-midi, ils ont intercepté un camion-citerne en provenance du port de Sète

(Hérault), connu comme étant un des principaux ports par lequel le gros négoce fait importer des vins frauduleusement.

Le camion contenait 245 hectolitres de vins. Les vannes ont été ouvertes, et le vin qui était destiné à quelque gros trafiquant de la région de Bordeaux a été déversé sur la chaussée.



• Nîmes

Comme larrons en foire



Cette photo a été prise à Nîmes lors d'un dîner-débat organisé par la Jeune chambre économique qui réunissait les deux têtes de listes locales : M. M. Emile Jourdan, maire révisionniste sortant (à gauche) et Michel Grollemund, ancien préfet du Gard, son challenger au nom de la majorité présidentielle.

On vit donc M. Grollemund offrir à boire à son adversaire et chacun des assistants de s'essayer alors au petit jeu du commentaire adéquat. Du style de « Mettez donc de l'eau dans votre vin rouge ! » ou bien : « Que le meilleur gagne ! », etc. Comme larrons en foire, pourrait-on conclure.

• Alès : Municipalité PCF

Situation grave dans un lycée

À Alès, cité minière des Cévennes, le lycée JD Dumas construit et entretenu à l'économie risque de s'effondrer par suite d'infiltration d'eau et d'un affaissement du terrain.

Depuis quatre ans, le SNES ne s'occupe que de faire des démarches auprès de l'administration. Quelle défense des écoliers (du droit à la vie) pouvons-nous attendre des dirigeants de ce syndicat qui vient implorer une aide à la bourgeoisie et à ses fidèles alliés, les révisionnistes en place à Alès.

On ne parle pas avec des assassins d'enfants, on impose la garantie de la vie des écoliers, pour que « ces cabanes à lapins » disparaissent en même temps que leurs promoteurs.



la crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne

par Lucien Nouveau

Cette brochure expose le point de vue des communistes marxistes-léninistes sur la crise viticole en France, et trace des perspectives à court et à long terme pour le combat des travailleurs de la vigne.

Sur la base d'une enquête précise, il est montré que le « monde viticole » n'est pas homogène, mais qu'il est composé de classes et de couches sociales, qu'il existe entre elles des contradictions d'intérêts, et que la lutte des classes à la campagne est une réalité.

On trouvera également exposée la politique de l'État monopoliste, avec notamment le plan Bentegeac, ainsi qu'une analyse détaillée des positions de classe du faux parti communiste de Georges Marchais et du parti de Mitterrand.

Cette brochure est illustrée de nombreux dessins et tableaux.

Prix : 2,50 F. 32 pages. Passez vos commandes à notre adresse.

Municipales

Quelques faits très révélateurs

• Allonnes-Sarthe

Knejevitch René-François est candidat PCF sur la liste d'Union de la gauche d'Allonnes. Il se vante d'avoir la médaille commémorative d'Algérie. Avoir été décoré par l'État gaulliste pour avoir soutenu les colons contre les patriotes algériens serait une honte pour un vrai communiste. C'est une gloire pour un révisionniste du PCF... et un moyen de gagner les voix des nostalgiques de l'Algérie française.

• Villejuif-Val de Marne

Dans le même ordre d'idée, Roger Gabillaud, sur la liste PCF de Villejuif se vante d'être « ancien combattant d'Algérie ».

Ce ne sont pas là deux cas isolés. Pour gagner des voix le PCF fait même appel directement aux colonialistes les plus chevronnés comme le montre le fait suivant : le « comité pour l'indemnisation des spoliés des départements français (!) d'Algérie » appelle à voter Union de la « gauche », car dit-il : « seule l'Union de la gauche a déposé une loi d'indemnisation complète, au Sénat le 26 juin 1974, financée avec les crédits alloués aux pays spoliés, alors que la majorité a voté contre, a refusé le rajustement des retraites, l'amnistie des patriotes et la réintégration des anciens harkis ».

• St-Etienne-Loire

Ça y est, nos trotskistes pavoisent : les voilà reconcus par le PCF et le PS comme partenaires à part entière à St-Etienne. A la suite d'un échange de lettres au sujet des désistements pour le second tour des élections, les trotskistes ont en effet obtenu de pouvoir parler trois à quatre minutes au cours d'un meeting commun. Ils ont également obtenu une petite place dans le journal du candidat PCF. Il est vrai qu'il faut ce qu'il faut : il faut bien les épauler un peu pour qu'ils puissent convaincre les électeurs qui ont voté pour leur liste de reporter leurs voix sur le candidat de « l'Union de la gauche ». Krivine voit ainsi son rêve se rapprocher : le jour où il pourra écrire dans « L'Humanité ». Déjà, son ami Wolinski, après avoir été le dessinateur de « Rouge », est devenu celui de l'organe central du PCF.

• Paris

La CGT-FSM a publié un numéro spécial « Parisien libéré » en grève. A côté de l'éditorial on peut voir la liste des élus « communistes » soutenant la lutte et un appel à ne pas voter pour les candidats du gouvernement aux municipales. Cela s'appelle de la récupération électorale et ne peut en rien aider à la victoire des travailleurs du « Parisien libéré ».

• Codolet-Gard

Les 400 habitants refusent de participer à la foire électorale. Il n'y a pas de listes et nombreux sont ceux qui affirment refuser d'assumer leur tâche si on les élisait contre leur gré. Un exemple à méditer...

• Guéret-Creuse

L'équipe municipale sortante avait organisé une fête pour les vieux, comme par hasard une semaine avant le 13 mars. Il y avait par exemple une loterie où pour 5 F on pouvait gagner... un cendrier publicitaire du Gaz de France ! Et surtout le maire était venu se faire voir avec sa famille. L'Union de la « gauche » s'est plainte de ne pas avoir été invitée à ce genre de fête. Elle a alors organisé des « rencontres »... où il n'y eut personne. Peut-être aurait-il fallu faire ce qu'a fait à Rennes le PCF : commencer le débat politique par de la sangria et des petits gâteaux ?

• Paris

La liste du fasciste Le Pen demande de « doter les forces de l'ordre des moyens suffisants pour protéger les citoyens » et « la multiplication des rondes tant en surface que dans les parkings et le métro ». La liste Chirac demande « l'accroissement des effectifs de police, la présence régulière de petits groupes mobiles de gardiens de la paix dans tous les quartiers, la surveillance des parkings souterrains et le renforcement de la protection dans le métro ». Bref, la même chose. Mais au fait qu'a demandé le candidat PCF, Fizsbin, lors d'une conférence de presse dans le 18^e arrondissement ? La même chose encore !



Le PCF et les éboueurs de Monin

Tirant les enseignements de leur lutte de mai 1976, à l'annonce de 130 licenciements (le 28 décembre 76), les éboueurs de Monin ordurs service étaient bien déterminés à prendre leur lutte en main. Dès le départ, avec leur syndicat CFDT, ils popularisent leur lutte pour briser l'isolement, développer la solidarité et combattre les mensonges et les calomnies déversées par la presse bourgeoise locale.

Mais bien vite, ils seront confrontés aux directions syndicales et au PCF !

Au sein de la CFDT (majorité syndiquée CFDT) les réformistes du PS feront pression sur les appareils CFDT pour en finir avec cette lutte. Du côté CGT (syndiqués parmi les chauffeurs) il fallait à tout prix faire dévier cette lutte de ses objectifs initiaux, introduire le PCF pour le porter à la tête de cette lutte.

Dans cette période pré-électorale, pour le PS, les réflexions de certains de ses membres « il faudrait bien que la CFDT ne soutienne pas uniquement des grèves d'immigrés » démontrent une nouvelle fois la nature de classe de ce premier parti bourgeois !

Pour le PCF, il voulait absolument apparaître aux yeux des masses comme le seul défenseur des travailleurs, dans sa rivalité qui l'oppose au PS à l'approche du cirque électoral. Et dans cette bataille, le PCF a mobilisé ses troupes et ses dirigeants pour encadrer les travailleurs de Monin.

Le 1er février, Giscard lance un avertissement contre la politisation dans les entreprises ! Aussitôt, le PCF saute sur l'occasion pour redorer son blason, une délégation du PCF de Villeurbanne provoque une réunion des travailleurs de Monin par l'intermédiaire de la CGT avec l'accord de l'Amicale des Algériens ! Pour quoi faire ? Eh bien pour proposer aux grévistes des demandes d'adhésion au PCF !

Quelques jours après, Marchais déclarera à la télé que 64 travailleurs d'une entreprise villeurbannaise (il s'agit de Monin) ont répondu à Giscard en adhérant au PCF et voilà le tour est joué pour duper les téléspectateurs !

Par la suite, les élus du PCF, Desgrand en tête, promèneront des délégations de



grévistes de mairies en mairies en passant par la préfecture, la Courly et sans oublier les réunions du conseil général fief des notables du département !

Dans cette opération, il s'agissait pour le PCF de s'attirer un certain soutien populaire afin d'imposer Desgrand comme tête de liste de « l'union de la gauche » ! Mais les municipales approchant, les grévistes de Monin devaient bien vite être oubliés pour laisser la place aux magouillages avec Henu et le PS !

A son tour, le PCF d'Oullins a tenté d'utiliser cette lutte. Le 20 février, il organisait un gala de solidarité au profit des licenciés de Monin avec la participation de l'Amicale des Algériens. Ce fut un véritable échec ! Quelques 40 personnes y assistaient pour en repartir une heure après ! Le comble : aucun gréviste de Monin si bien que le permanent de l'UL-CGT qui pour la circonstance se présentait comme le responsable local du PCF a dû demander à un travailleur immigré d'une boîte locale de présenter la grève de Monin ! Celui-ci très surpris a refusé, déclarant qu'il n'était pas mandaté par les grévistes.

Extrait de « Lyon rouge » No 15

Berliet

Organiser la riposte !

5 jours de chômage en avril et payés à 60 % du salaire ! Mobilité des ouvriers d'atelier en atelier ! Augmentation des cadences pour compenser le nombre des ouvriers « prêtés » et mutés ! Tout ceci pour compenser un accord avec les syndicats !

Berliet lache quelques miettes et « frappe » les travailleurs d'une autre main. Les miettes ! Quelques avantages ! Un congé d'ancienneté supplémentaire pour ceux qui ont deux ans d'ancienneté, une 5e semaine de congés pour les jeunes de moins de 18 ans. Ces quelques miettes n'améliorent pas du tout les conditions de travail, d'autant plus qu'il y a très peu de jeunes à Berliet !

Cet accord a été présenté par les dirigeants syndicaux révisionnistes et réformistes comme une bonne chose pour faciliter les mutations et les licenciements ! à savoir :

- au bout de 2 refus (après essai) de la mutation, le patron aura le droit de licencier les ouvriers concer-

nés, - les ouvriers en longue maladie, au bout d'un an, s'ils ne reprennent pas le travail seront licenciés d'office.

De plus, la direction mène une campagne contre l'alcoolisme, plusieurs ouvriers ont déjà été licenciés ! Là encore, aucune explication des syndicats et aucune opposition de la part de ceux-ci contre les mesures de la direction !

Tout cela vise en fait à faire passer en douceur la suppression de 500 emplois (dans un premier temps !) avant la fin de l'année.

Face à la passivité des syndicats, les ouvriers doivent avant tout compter sur leurs propres forces, ils doivent se mobiliser, discuter entre eux de tous ces problèmes pour défendre leur emploi et lutter contre toutes augmentations des cadences.

Pas un seul licenciement, pas de diminution d'effectif, seule la lutte paiera.

(Extraits de « Lyon rouge » No 15)

Le PCF licencie et sa milice patronale intervient

(suite de la p. une)

Il y a plusieurs mois, les Éditions Vaillant décidaient la publication par le groupe d'une nouvelle revue hebdomadaire : « Sept sur sept ». Elles embauchèrent pour cela des journalistes. Ceux-ci ont travaillé presque 6 mois sur le numéro 0 et les quatre premiers numéros. Puis, les Éditions ont décidé de transformer l'hebdomadaire en mensuel et ont profité de cette occasion pour licencier, sans indemnités, tous les collaborateurs du journal.

Les journalistes ont alors voulu défendre leurs droits légitimes. On leur a répondu que ce n'étaient plus les Éditions Vaillant qui s'oc-

cupaient de « Sept sur sept », mais les Éditions de « la Grille »... alors que chacun sait que c'est la même chose. Plus personne ne voulait s'occuper d'eux, on ne les connaissait plus. Ils ont alors décidé d'occuper les locaux. C'était le seul moyen pour se faire entendre.

L'occupation s'est déroulée jusque vers 2 heures du matin, et tout d'un coup, environ 25 à 30 individus « musclés » dont certains avec des barres de fer sont arrivés et leur ont dit d'évacuer sinon ils entraient en action...

Décidément, les dirigeants du PCF, si forts en paroles pour dénoncer les pratiques d'Amaury, n'ont vraiment rien à leur en-

• Roubaix

«La renaissance» : un avant-goût de la gauche au pouvoir

«La Renaissance», c'est une entreprise de bâtiment à Roubaix : le patron veut mettre à la porte 13 travailleurs ; ceux-ci regroupés dans une section CGT refusent tout licenciement.

Ce qui est encore plus intéressant dans l'affaire, c'est que là le patron est de « gauche ».

Car figurez-vous que «La Renaissance» est une SCOP (Société coopérative ouvrière de production). Selon les inventeurs de cette mystification, dans la SCOP, le pouvoir appartient à tous les salariés, de l'ouvrier au PDG, qui décident de la gestion en assemblée générale et élisent pour 5 ans leur PDG ! L'autogestion avec en plus les bienfaits de la co-gestion allemande, de la participation gaulliste et de la «gestion démocratique des entreprises» du PCF. Bref, le paradis socialiste !

A noter que cette nouvelle mouture de «l'autogestion» est défendue depuis quelques temps par Rocard et certains dirigeants de la CFDT.

Ces messieurs nous racontent que «dans la SCOP... le profit n'est plus un but mais un moyen pour atteindre des objectifs de sécurité de l'emploi, de promotion et de liberté dans le travail».

La réalité est toute autre. Comme nous expliquent les camarades ouvriers, l'assemblée générale rassemble seulement ceux qui apportent le capital ; la «nouveau», c'est que les ouvriers peuvent devenir actionnaires et participer aux bénéfices. En fait, rien de neuf sous le capitalisme : quand ça va bien, les capitalistes cherchent la paix sociale en achetant quelques ouvriers mais en temps de crise, ils vont nous

dire «Vous vous êtes mal (auto)gérés, eh bien (auto)licenciez vous maintenant».

Mais les capitalistes peuvent toujours essayer de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, les ouvriers, eux, refusent de gérer la crise et veulent du «travail pour tous» !

UN DOCUMENT EDIFIANT

Après avoir indiqué les ressemblances entre Société anonyme et SCOP (au moins 7 associés qui prennent en assemblée générale toutes les décisions importantes, apportent le capital social, élisent un conseil d'administration désignant lui-même un PDG «chef à la fois de la société : le rassemblement des associés, et de l'entreprise : le rassemblement des travailleurs !), le document publicitaire trouve ensuite des «différences» tout en reconnaissant que la SCOP «est soumise aux lois commerciales, fiscales et sociales qui régissent les entreprises en général» ; bref, aux mêmes règles économiques qui ne peuvent être que celles du profit et de l'exploitation capitalistes.

Voici quelques extraits de

ce dépliant publié par la «confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production» (SCOP).

Dans la SCOP, ce sont les travailleurs (titulaires d'un contrat de travail, avec tous les droits et devoirs d'un salarié) qui sont ou doivent devenir les associés, et, s'il y a des associés qui ne travaillent pas dans l'entreprise, leur pouvoir et leur part des bénéfices y sont minoritaires (la SCOP est ainsi l'affaire de ceux qui y travaillent)...

Il faut être admis par l'ensemble des autres associés (on y fait confiance à un homme, pas à des billets de banque).

Le capital est apporté par des travailleurs, et le profit n'est plus un but, mais un moyen pour atteindre des objectifs de sécurité de l'emploi, de promotion, et de liberté dans le travail...

Les moyens de production sont la propriété collective du groupe coopératif...

Tous les travailleurs, associés ou non, ont droit à une part des bénéfices ; en outre la fraction des bénéfices mise en réserves (auto-financement) devient financement collectif...

Correspondant HR.

• Béthune

Milice patronale contre grévistes

Dans la nuit de dimanche à lundi, un commando d'une milice patronale, armé de manches de pioches et casqué à attache le piquet de grève des travailleurs de chez Beno-

to. Deux ouvriers ont été

blessés. La police, présente sur les lieux, n'a procédé à aucune arrestation parmi les agresseurs. Les travailleurs de Beno-

to sont en grève depuis le 24 janvier pour s'opposer à des licenciements.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!
